

Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 39 de juillet 2009 - Prix : 0,2 euros

Attac : Association pour une taxation des transactions
financières pour l'aide aux citoyens
Bulletin édité par Attac-Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE
attac38@attac.org - http://www.local.attac.org/attac38/
Directeur de la publication : Bernard Labouré
Mise en page : Georges Veyet
CPPAP : en cours d'enregistrement
Imprimé par nos soins

« Comment voulez-vous gouverner un pays où il existe 258 variétés de fromages ? ».

(Charles De Gaulle)

La privatisation de la Poste se poursuit

Après les européennes, l'Élysée relance la privatisation de La Poste

Du changement de statut de La Poste, il n'a été que peu question durant la campagne des élections européennes, comme si la réforme avait pris du retard ou n'était plus d'actualité. Et pourtant, il n'en est rien.

Les élections passées, tout s'accélère : le gouvernement veut un calendrier rapide.

D'abord, une réunion de travail avait eu lieu à l'Élysée, vendredi 29 mai 2009, autour de Nicolas Sarkozy pour finaliser la réforme.

Examen du projet de loi en conseil des ministres le 27 juillet, discussion au Parlement à la session d'automne, probablement en octobre, au Sénat, et en procédure d'urgence (une seule lecture) ! de sorte que le changement de statut puisse devenir effectif au 1^{er} janvier 2010.

Aujourd'hui, il s'agit d'un établissement public à caractère industriel et commercial (Epic), c'est-à-dire propriété à 100% de l'État. Au terme de la réforme, l'entreprise doit devenir une société anonyme de droit privé, dont le capital resterait public à 100% — réparti entre l'État et la Caisse des dépôts (CDC) — nous affirme-t-on, juré ! craché ! comme l'engagement de Lionel Jospin, en 1997, « France Télécom restera 100% publique », ou la promesse faite par Nicolas Sarkozy en 2004 : « L'État ne pourra pas descendre en dessous de 70% dans le capital de GDF »... D'autant que Jean Paul Bailly, président de la Poste, déclarait en Aout 2008, en présentant son projet : « L'État restera très largement majoritaire », et qu'il est inexact de « parler de privatisation » puisque la mission de service public de La Poste empêche selon lui l'État de descendre en dessous de 50% du capital.

Les inquiétudes sont fondées :

En ligne de mire une augmentation de capital, à hauteur de 2,7 milliards d'Euros, qui pourrait intervenir à la fin de l'année 2010, juste avant l'ouverture totale à la concurrence du courrier, le 1^{er} janvier 2011.

Elle serait répartie entre l'État (1,5 milliards) et la CDC (1,2 milliards).

On peut toutefois craindre que celle-ci n'ait plus de moyens financiers : elle a tellement été sollicitée ces derniers mois, qu'elle est elle-même, désormais, en situation délicate. Et si la Caisse des dépôts n'est pas capable de suivre, le changement de statut serait tout bonnement le préalable à une privatisation. Une fois que le tabou aura été brisé, une fois que l'entreprise aura été transformée en société anonyme, il suffira que la CDC se retire et passe la main à un opérateur privé, et le tour sera joué !

Une autre crainte est que La Poste, maison mère, reste publique à 100%, mais qu'elle soit vidée de sa substance en ouvrant le capital de ses filiales : la Banque Postale noue dans le même temps une cascade d'accords avec de nombreux établissements financiers pour créer des filiales communes, début 2008 avec la Société générale, et en cours, avec Groupama.

De nombreux observateurs relèvent que le statut public de La Poste l'a effectivement protégé de presque toutes les turbulences de la crise et s'inquiètent de ces alliances avec quelques-uns des établissements, dont la Société générale, qui ont été les plus affectés par la folie financière de ces dernières années : de la sorte, ne va-t-on pas finir par inoculer à La Poste le virus de la « financiarisation » dont elle était jusqu'à présent protégé ?

Le choix de la rentabilité pour les futurs actionnaires privés contre le service public

Pendant ce temps, à tous les échelons, les mesures sont prises pour rendre le groupe « La Poste » le plus compétitif possible, c'est-à-dire le plus rentable financièrement :

- Sur le département, comme partout en France, de nombreux bureaux de Poste sont menacés de réduction d'horaires d'ouverture, de transformation en Agence Communale Postale, à la charge des communes et avec diminution des services rendus, ou, en Point Relais Commerçant,
- La réorganisation des tournées de distribution du courrier vise à réduire le nombre de tournées et à supprimer le lien social et de confiance entre les usagers et leur facteur
- La distribution à J+1 est menacée,
- Le tarif unique du timbre est de plus en plus remis en cause, par la multiplication des produits et des pratiques commerciales.

L'action commune des usagers, postiers et élus doit s'intensifier pour conserver un véritable service public postal de qualité en France

Attac Isère, avec plusieurs de ses militants, s'est engagée dans le Collectif départemental créé pour s'opposer à la privatisation et au recul du service public postal dans le département. Aujourd'hui, ce collectif cherche à construire une convergence des différentes résistances qui se manifestent au niveau du département, ainsi qu'à l'émergence d'une action nationale qui pourrait prendre la forme d'une « campagne » de référendums locaux en octobre.

Claude Roussilhe

L'Union européenne et l'agriculture

A l'issue du premier sommet en avril, des ministres de l'agriculture des pays du G8, chargés d'alimenter les décisions des chefs d'état du G8 du 8 au 10 juillet prochain en Italie, les ministres reconnaissent qu'il fallait intensifier la lutte contre la malnutrition et mettre un terme à la spéculation sur les produits alimentaires.

Oui mais comment?

Toute solution de réguler les prix par une politique de stockage au niveau international a été repoussée par le représentant des États-Unis et celui de l'UE, Marianne Fischer-Boël.

Selon cette dernière, le stockage des produits agricoles serait inefficace sur le terrain, pas rentable, pousserait les prix vers le haut et faciliterait des positions spéculatives. Elle a souligné en revanche l'importance d'un accord de libre échange et défendu une nouvelle fois la politique européenne en matière d'agrocarburants et la réintroduction d'aides à l'exportation dans le secteur routier « Laissez moi être très claire : au XXI siècle, il n'est pas possible d'assurer la sécurité alimentaire en limitant le commerce agricole. Toute tentative de retour à l'autosuffisance est une impasse... », rejoignant en cela la

position du représentant des États-Unis, Tom Vilsack, qui rejette tout projet de « surréglementation » et encourage les pays à lever toutes mesures qui entravent les échanges. Belle démarche consensuelle quant aux vertus du libéralisme pour combattre malnutrition et famine.

A signaler cependant que les représentants de la France et de l'Italie ont eu des positions plus proches de celles de l'ONU.

L'Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé les dirigeants mondiaux à éradiquer la faim dans le monde d'ici 2025. « Fixer cet objectif ne fera aucune différence tant qu'il n'existera aucun moyen de contraindre les gouvernements à prendre leur responsabilité. Nous disposons de tous les moyens dans le monde sauf de la volonté politique » (JD Crola d'Oxfam France-Agir ici)

Un milliard de personnes qui souffrent de malnutrition dans le monde, des dizaines de millions d'enfants et d'adultes qui en meurent.

Où sont les responsables ?

Bernard Labouré

Les limites du microcrédit

Le microcrédit séduit. Il est soutenu à la fois par les tenants de l'économie solidaire et par ceux qui prônaient naguère les plans d'ajustement structurel (PAS) et le désengagement des États. Avec lui, on aurait enfin trouvé « le » remède pour éradiquer la pauvreté au Sud, voire aussi au Nord, pour certains. En 2006 pour souligner ce consensus le prix Nobel de la paix a été attribué à Mohammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank au Bangladesh.

De fait depuis le début de la crise actuelle, une intense campagne médiatique montre tous les bienfaits¹ que l'on peut attendre du microcrédit en relatant des exemples de « success stories » à travers le monde.

L'attrait du microcrédit repose sur une conviction forte : il suffit de doter en « capital » les pauvres par le biais du microcrédit pour développer leur potentiel entrepreneurial. Ainsi un apport de prêt permet de créer des activités génératrices de revenus capables non seulement de rembourser le prêt et aussi de doter la famille des moyens de sortir de la pauvreté (frais de santé, de scolarité, de logement...)

C'est ainsi que Mohammad Yunus dans son dernier livre² paru en 2008, écrit avec conviction que « nous pouvons espérer qu'un demi-milliard d'individus sortiront de la pauvreté au cours de la prochaine décennie – ce qui correspond aux objectifs du millénaire pour le développement ».

De même Jacques Attali, président de PlaNet Finance écrit³ : « la pauvreté pourrait être vaincue mondialement par un développement généralisé et professionnel de la microfinance qui constituera aussi, dans l'avenir, un formidable marché pour les banques commerciales »

Au-delà des beaux discours, comment comprendre que le Bangladesh – le marché au monde le plus saturé par l'offre de petits prêts, et dont les vingt plus importantes institutions de microcrédit, actives depuis plus de vingt ans, touchent 21 millions de familles (soit 105 millions de

personnes sur une population totale de 147 millions d'habitants) – restent un des pays parmi les « moins avancés » et que le taux de pauvreté, mesuré officiellement par le pourcentage de la population disposant de moins de 1 dollar par jour, soit de 36% en 2000 comme en 1992 ?⁴ Les limites du microcrédit sont, en effet, rapidement atteintes. La faible rentabilité des activités, la saturation rapide des marchés locaux faute de pouvoir d'achat local, le comportement mimétique conduisant à une offre excessive et surtout la difficulté des pauvres à se transformer en entrepreneurs faute de savoir-faire, de réseau relationnel, d'accès à l'information...

De plus la plupart des prêts sont détournés de leur objet et servent à couvrir des dépenses d'urgence relatives à la santé, à la scolarité, au logement, aux cérémonies... En cela ces prêts sont très utiles mais ils ne créent pas de richesses supplémentaires et favorisent des situations de surendettement. Affirmer que le risque pour les prêteurs est faible parce que les taux de remboursement sont élevés (96% voire 99%), c'est méconnaître le fait que nombre d'organisations (et, parmi elles, la Grameen Bank du Bangladesh ou l'ADIE en France) pratiquent le rééchelonnement de nombreux prêts ou autorisent le remboursement des mensualités en retard par un nouveau prêt⁴.

Alors, pourquoi une telle séduction pour le microcrédit ?

Devant l'échec des PAS et le désengagement des États, les tenants du néolibéralisme ont trouvé, dans la promotion de la microfinance, le moyen de faire reposer sur l'individu la responsabilité de sa propre situation économique. Ils s'exonèrent ainsi de leur part indéniable de responsabilité et laissent, par ailleurs, avec la fin des politiques de redistribution, exploser les inégalités.

A l'opposé, d'autres exemples de micro-financement existent, où l'épargne populaire est collectée, sans but lucratif : elle reste contrôlée par leurs initiateurs/trices dans le but d'un financement solidaire de leur propre activité auto-organisée : c'est le cas des milliers de paysans bangladais comme de 120 organisations de femmes du Bénin, regroupées dans le CADD (Cercle d'auto-promotion pour

un développement durable). Dans tous ces exemples⁵, les diverses formes d' « épargne-crédit » (opposées au microcrédit bancaire) diminuent en pratique la dépendance envers les usuriers et permettent l'autonomie de l'activité productive et de son sens politique émancipateur (notamment pour les femmes), au lieu de déboucher sur un endettement des pauvres tournés vers la consommation (subprimes, vous avez dit subprimes...!!).

Bruno Greslou

¹ à l'exception de l'émission d'Envoyé spécial sur A2 du 14 mai 09

² « Vers un nouveau capitalisme » en livre de poche

³ Association d'économie financière 2006

⁴ Tiré d'un article d'un collectif de chercheurs sur la microfinance dont J.M. Servet paru dans la revue du Mauss du 1^{er} semestre 2007

⁵ Exemples relatés dans le livre « Produire de la richesse autrement » de la collection Economie sociale et solidaire de la publication CETIM

Une banque éthique européenne

La première banque éthique européenne (etica = solidaire en italien) verra le jour en 2010, fruit de la fusion de la Banca popolare etica (Italie), de la Nef (France), et de Fiare (pays basque espagnol).

Ce projet mûrissait depuis 2001 au sein de la Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (Febea). La nouvelle banque prendra le statut de coopérative européenne.

Elle veut répondre à des attentes : celle de la création et de développement d'entreprises et associations investies dans l'environnement, l'économie solidaire et la solidarité internationale, et celle de l'aspiration grandissante à une épargne citoyenne.

Le contexte financier

La banca popolare comme la Nef ont augmenté de 20 à 30% leur collecte d'épargne et l'octroi de prêts sur les 3 dernières années. Point capital : la fusion des trois structures donnera naissance en une banque de plein exercice, bénéficiant de l'agrément bancaire de la Banca popolare etica (la Nef doit actuellement, faute d'agrément, confier la gestion des comptes de ses sociétaires au Crédit Coopératif).

Grandir en gardant son éthique

C'est un défi majeur. Un manifeste élaboré conjointement en 2008 repose sur des principes visant « à gérer l'épargne comme un bien commun au service de l'économie réelle », orientée vers des financements locaux d'activités porteuses d'utilité sociale et/ou environnementale.

Le dévoiement de banques mutualistes (Crédit Agricole, banques populaires, des Caisses d'Epargne...) devenues des holdings aux yeux rivés sur la Bourse, aux succursales présentes dans les paradis fiscaux exigera rigueur et fidélité aux principes de la part de cette nouvelle banque et de ses sociétaires.

Le fonctionnement devrait reposer sur une forte décentralisation sur des groupes locaux de sociétaires. La difficulté sera d'organiser « un aller retour » permanent pour définir une stratégie globale conduite par la direction européenne avec l'expression des attentes de la base. La banque jouera la carte des services internet tout en remettant au goût du jour le concept du banquier itinérant sur un territoire donné.

A voir donc

Bernard Labouré

Sommet du G8 (Italie)

du mercredi 08 au vendredi 10 juillet 2009, L'Aquila, Italie

Le gouvernement italien a longtemps joué de l'hésitation sur le lieu où tenir le Sommet... Seules les dates étaient connues : du 08 au 10 juillet. La mobilisation piétinait. Le lieu semblait finalement arrêté, et la porte-parole de Arci – les centres sociaux italiens – nous invitait en conclusion du dernier Forum social européen de Malmö à venir début juillet à la Maddalena, petit archipel situé entre la Sardaigne et la Corse.

(Mais pas d'invitation à une réunion internationale de préparation du Contre-sommet... la gauche italienne est comme déconfite suite au retour de Berlusconi et d'une équipe similaire à celle qui présidait le pays au moment du G8 de 2001 à Gênes ; et pas évident dans ces conditions d'impulser une dynamique large de mobilisation...)

Fin avril, coup de théâtre du *Cavaliere* : le Sommet des Huit aura finalement lieu à L'Aquila, petite ville italienne à une centaine de kilomètres au nord-est de Rome, dévastée par le tremblement de terre du 06 avril dernier.

Le 1er juin, une réunion italienne a constaté l'impossibilité de mener la moindre action à L'Aquila, où les forces militaires sont aussi nombreuses et actives à sécuriser la région que les ouvriers du bâtiment à la reconstruire. Le 21 juin se tiendra une autre réunion pour discuter des modalités précises de la contestation. Celle-ci risque de prendre la forme d'actions décentralisées en Italie, Allemagne...

C'est ici, depuis le Sommet de Londres en 1984 avec la naissance des autres sommets, qu'un Sommet du G8 en

Sommet du G8 Italie (suite)

Europe ne donnera pas lieu à une contestation structurée. Essoufflement du mouvement altermondialiste ? Déplacement du centre de la gouvernance planétaire vers le G20 ? Concours de circonstances ?

Attendons peut-être le G8 de 2011 qui sera hébergé par la France pour répondre...

Nikolaz berthomeau

Les événements Attac à venir

Du G20 de Londres à une action « Paradis fiscaux et judiciaires » lors du Tour de France

le jeudi 23 juillet 2009, Annecy

Le Tour de France 2009 (Monaco le 04 juillet, Andorre le 10, Suisse du 19 au 21) est l'occasion de dénoncer les paradis fiscaux et judiciaires et de rappeler que les dernières recommandations du G20 de Londres (02 avril) n'ont envisagé que des mesures cosmétiques au sujet des paradis fiscaux, visant, en définitive, à les légitimer.

La soirée-débat sur les paradis fiscaux et judiciaires à Grenoble le mercredi 20 mai dernier a permis de lancer l'idée d'une action locale contre les paradis fiscaux et judiciaires. Notre objectif est d'être le relais de l'action nationale, qui a certes ses moments forts lors de la traversée par le Tour de France des paradis fiscaux et judiciaires, mais qui devrait pouvoir être visible tout au long du circuit du Tour.

Nous envisageons, en lien avec le comité de mobilisation de Haute-Savoie, d'organiser une action à Annecy le jeudi 23 juillet, où se tient une course contre la montre autour du lac entre 11h00 et 18h00.

Pour tout renseignement, contactez Nikolaz, nikolaz@attac.org / 06.63.86.37.21

.....

AlterVillage d'Attac sur les formes de l'action militante du mardi 11 au lundi 17 août 2009, Rennes

Aux paroles, il faut ajouter l'acte... Et l'action, tout comme le discours, cela s'apprend. C'est un peu l'objectif de l'AlterVillage, qui se passe pour sa seconde édition à Rennes : proposer aux militantes-ants de se retrouver, d'échanger leurs expériences et de réfléchir ensemble sur les différentes façons d'agir concrètement afin de donner du « relief » à nos discours...

Vaste programme... que vous pouvez découvrir dès maintenant depuis la Une du site de [attac-France](http://attac-France.org) ou en contactant Nikolaz, nikolaz@attac.org / 06.63.86.37.21

.....

Université citoyenne d'Attac du vendredi 21 au mardi 25 août 2009, Arles

La crise financière et ses conséquences sociales, notamment en termes d'emploi, montrent l'impasse et les dangers de la finance dérégulée et du néolibéralisme. Alors que nos dirigeants, le G20 en tête, parlent de refonder le système, la période actuelle fournit une opportunité de proposer de véritables alternatives.

Dans un tel projet, **que faire du capitalisme ?** C'est la question centrale qu'Attac vous invite à débattre lors de sa dixième université d'été qui se tiendra au Palais des congrès d'Arles du vendredi 21 au mardi 25 août.

Toutes les infos sont accessibles depuis la Une du site d'Attac-France.

.....

Assemblée générale et Assises d'Attac France samedi 05 & dimanche 06 décembre 2009

Il est proposé à Attac Isère d'accueillir l'Assemblée générale et les Assises d'Attac France. Afin de pouvoir donner une réponse positive au Conseil d'administration d'Attac France, nous avons besoin de savoir si nous serons suffisamment de militantes-ants présents sur place pour permettre le bon déroulement de cet événement des samedi 05 & dimanche 06 décembre.

APPEL À BÉNÉVOLES

Pourriez-vous nous retourner à l'adresse nikolaz@attac.org ou par téléphone au 06.63.86.37.21 si vous pensez pouvoir être présent pour ce week-end, ainsi que vos possibilités d'offrir un hébergement militant la nuit du samedi 05 au dimanche 06 décembre. Nous vous remercions de votre réponse.

Nikolaz Berthomeau

INFOS pratiques



Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

Permanence tél.

04 76 47 32 81

Chaque mercredi,
de 15 h à 18 h

Permanences

Lieux d'accueil,
d'information et d'échanges

Grenoble

Tous les mercredis,
de 15 h à 18 h à la Maison
des Associations.

Grésivaudan

info-attacgresivaudan@googlegroups.com

Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net
04 76 64 00 48

Attac campus

attacampus38@gmail.com

Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org
04 74 97 60 59

Site web

www.local.attac.org/attac38

Adresse électronique

attac38@attac.org

Adresse postale

Attac-Isère
Maison des associations
6, rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble

Assemblée générale annuelle Attac-isère

Réservez dès maintenant cette
date sur vos agendas

**le samedi 17 octobre 2009
de 10 h à 17 h**

à la maison des associations
de Grenoble